

Tout un pays suspendu au vote de son Sénat

RD CONGO Le pouvoir hésite sur la stratégie à suivre

- ▶ Les sénateurs votent ce vendredi sur le projet de loi électorale.
- ▶ Un calme tendu a prévalu hier à Kinshasa.
- ▶ Mais des incidents ont encore éclaté dans l'est.

Le Congo tout entier est suspendu au vote par le Sénat de la nouvelle loi électorale, qui subordonne les élections présidentielle et législatives à la fin des opérations de recensement de la population, ce qui retardera l'échéance de fin 2016. Alors que le vote devait intervenir ce jeudi, la décision a finalement été reportée à ce vendredi, officiellement parce que les sénateurs n'avaient pas terminé l'examen d'un texte déjà ratifié par l'Assemblée nationale, majorité contre opposition.

En réalité, la majorité présidentielle met à profit ce mince délai pour évaluer les chances ou les risques d'un passage en force, qui rencontre une forte opposition au sein de la population. En effet, le climat est demeuré tendu même si, à Kinshasa, les communications internet ont été partiellement rétablies, au grand soulagement des milieux d'affaires et des banques, et que les activités ont plus ou moins repris leur cours normal, impératifs de la survie obligent.

Les abords du Parlement,

considérés comme une zone neutre et inviolable, sont restés bloqués, seules les forces de police étant autorisées à y circuler.

En revanche, les manifestations à l'intérieur du pays ont démontré que le malaise était largement partagé. C'est ainsi que

des pneus ont été brûlés dans les quartiers populaires de Bukavu, tandis qu'à Goma, quatre cortèges rassemblant chacun plusieurs centaines de personnes se sont rassemblés dans la ville. Les forces de l'ordre ont tiré à plusieurs reprises et des étudiants ont été blessés lors des heurts entre les policiers antiémeutes et les jeunes qui lançaient des pierres.

Présent à Goma, où il est censé préparer une offensive imminente contre les rebelles hutus, le chef adjoint des opérations militaires de la Monusco, le général Abdallah Wafy, a protesté contre le recours excessif à la force, assurant qu'« *on n'arrête pas une manifestation avec des chars de combat...* ». L'officier critiquait surtout le fait que les autorités, au lieu de se reposer sur la police, entraînée au maintien de l'ordre par des moyens non létaux et équipée en conséquence, ont fait appel à des unités militaires, en l'occurrence la garde républicaine, c'est-à-dire des hommes formés au combat et non à la canalisation de civils.

Le recours aux unités d'élite de

l'armée pour mater des populations est d'ailleurs une tactique lourde de dangers : elle creuse le fossé entre le pouvoir et le peuple, risque de provoquer la révolte de militaires chargés d'ouvrir le feu, voire d'alimenter au sein de l'opinion les soupçons

selon lesquels les plus déterminés des militaires seraient d'origine non congolaise...

Un tel recours à la force est vu par de nombreux observateurs comme un signe de faiblesse et d'inquiétude plus que comme une démonstration d'autorité. Même les milieux d'affaires assurent qu'avoir coupé les liaisons internet relevait plus de la panique que de la prévention.

En outre, l'usage excessif de la force a entraîné de nombreuses critiques internationales, dont celles des Etats-Unis et de l'Union européenne, qui ont appelé à un retour au calme.

Par ailleurs, la polémique se développe à propos du bilan réel des émeutes à Kinshasa : le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a assuré avec force que les émeutes avaient fait douze morts dont un policier et que plusieurs victimes avaient été abattues par des vigiles privés. De son côté, la Fédération internationale des droits de l'homme a dénoncé une « *sanglante répression* » au bilan de 42 morts à Kinshasa. ■

COLETTE BRAECKMAN